



La Maison Blanche est-elle à vendre?

ÉLISABETH VALLET

Docteur en droit, directrice de « Les élections présidentielles américaines » paru aux PUQ en 2004, auteure de « Le duel – les dessous de l'élection présidentielle américaine » paru chez Septentrion en 2008, rééd. 2012.

Les candidats à l'élection présidentielle n'ont probablement jamais autant cherché à se rapprocher de *Main Street* et à se détacher de l'élite à laquelle, de facto, ils appartiennent. Ils ont retenu la leçon de l'élection de 2000 : les Américains voteront pour celui d'entre eux qui leur ressemble, qui appartient au « monde ordinaire », celui avec lequel ils iraient le plus volontiers boire une bière (un sondage en 2000 avait été particulièrement révélateur). Plus encore, le mouvement du Tea Party fait pression sur l'ensemble de l'appareil politique pour lutter contre la démesure, celle de Wall Street, du gouvernement fédéral... et Pourtant.

Des sommets inégaux

L'élection de 2012 pourrait atteindre de nouveaux sommets. Ce sera peut-être en termes de participation, comme ce fût le cas en 2008. Peut-être en rebondissements comme en a attesté le déroulement de la campagne des primaires entre Barack Obama et Hillary Clinton. Mais ce sera surtout en termes de financement que le cycle électoral de 2012 devrait atteindre des sommets pharaoniques, loin des réalités des Américains, de plus en plus pauvres, loin des pétitions de principe des candidats prêts à déclarer la main sur le cœur qu'ils n'appartiennent pas au sérail des nantis, loin des coupures drastiques que vont se voir infliger les ministères fédéraux américains (y compris la Défense, affectée pour la première fois de son histoire de manière significative). 2008 avait déjà marqué un tournant : en effet, 4,5 milliards de dollars ont été dépensés au cours de ce cycle électoral dans les élections fédérales dont 1677 millions seulement pour l'élection présidentielle. Les Démocrates ont rattrapé au cours de ce cycle électoral le retard qu'ils avaient sur les Républicains et, pour la première fois depuis les années 1970, le Comité national démocrate a recueilli plus d'argent que son alter ego républicain. Plus encore, Barack Obama, en doublant les sommes recueillies par John Kerry quatre auparavant, a dépensé deux fois plus que John McCain et le Comité national républicain réunis. Et déjà, au 30 septembre dernier, alors que l'année électorale 2012 n'est pas encore entamée, Barack Obama est parvenu à collecter plus de 150 millions de dollars, c'est-à-dire 65 millions pour son parti et 90 millions pour sa campagne personnelle, ce qui représente le triple des fonds de campagne amassés par le républicain le mieux nanti, Mitt Romney. On parle déjà d'une élection dépassant largement le milliard pour les seules dépenses des candidats. Le risque d'une trop grande dépendance des candidats à leurs bailleurs de fonds est donc particulièrement présent.

L'explosion du système de régulation du financement électoral

Voilà près de 35 ans que, dans la foulée du Watergate et sous l'emprise du scandale Enron, le Congrès cherche à moraliser la vie politique. En vain. Les partis continuent à offrir aux donateurs un accès privilégié aux ministres et présidents de commissions parlementaires. Les plus gros contributeurs bénéficient de « faveurs » - voyage à bord d'*Air Force One*, nuit dans la Chambre Lincoln à la Maison Blanche, participation aux missions commerciales à l'étranger. Si, en 2008, la majorité des fonds proviennent de gros donateurs, notamment de compagnies financières dont certaines (comme Lehman Brothers ou Bear Stearns) ont été impliquées dans la débâcle financière, de compagnies pétrolières ou des courtiers en placement à risque (pour John McCain), de firmes d'avocats ou de l'industrie du spectacle (pour Barack Obama), la loi électorale parvient encore – même péniblement – à contenir un certain nombre de dépenses.

Or en 2012, tous les candidats sérieux devraient renoncer au système public de financement, qui impose des limitations trop pénalisantes : Barack Obama dépensait en un mois en 2008 ce que John McCain, contraint par ces limites, pouvait dépenser pendant *toute* la campagne. Dans le même temps, de nouveaux groupes partisans (les super PACs) ont fait irruption lors des élections de mi-mandat. Ils bénéficient, avec la décision *Citizens United v. Federal Election Commission* de 2010 de la Cour suprême, de moyens de financement inégalés et de procédés tout aussi importants pour contourner l'obligation de divulgation des noms des donateurs. Au cours du cycle électoral de 2010, l'origine de la moitié des 300 millions collectés par les PACs est demeurée inconnue. En raison de leur ampleur et de leur peu de transparence, ces fonds pourraient littéralement bouleverser l'échiquier politique.

La résilience de la démocratie américaine

Ainsi, certains donateurs veulent influencer sur l'élection, d'autres souhaitent influencer la présidence. Pour autant, l'argent n'achète pas (complètement) la Maison Blanche. Si les stratèges électoraux ont toujours estimé que celui des candidats qui dépensait le plus durant la campagne gagnait l'élection, en 2008, les plus riches de candidats au début de l'année ont perdu l'investiture. En effet, Mitt Romney côté républicain et Hillary Clinton côté démocrate ont tous deux amorcé l'année en favoris mais ne seront pas parvenus à remporter la nomination pour représenter leur parti. Et avant eux Ross Perot et Steve Forbes n'ont pas obtenu un retour sur investissement digne de ce nom à l'élection générale : l'argent constitue sans doute le sésame pour participer au tournoi, mais pas nécessairement la clé du succès.

Plus encore, le cocktail finances et politique n'a pas que des effets sournois. En effet, la loi McCain-Feingold de 2002 a, tout en limitant le financement des partis, également interdit les activités partisans (et notamment la publicité négative) dans les semaines avant l'élection générale. Du coup, les activités de terrain destinées à « faire sortir le vote » en bénéficient directement. Ce qui explique, en partie, la hausse régulière et substantielle du taux de participation depuis 2004. Au demeurant, l'afflux de fonds va permettre aux candidats de dépenser largement dans les États pivots, mais également d'arroser des États qui ont été traditionnellement laissés à l'adversaire, faute de moyens. Ainsi, au-delà de la stricte stratégie électorale on peut donc imaginer qu'en assurant la promotion de certains enjeux et en investissant de nouvelles arènes politiques, les groupes d'intérêt contribuent plus encore cette année au déclin

du taux d'abstention. C'est là probablement le seul effet positif de l'afflux d'argent dans cette campagne électorale mais il est d'importance pour la démocratie américaine. Enfin, l'évolution des campagnes électorales, et notamment l'utilisation des réseaux sociaux telle qu'elle a été amorcée en 2008 confirme le rôle que jouent les « petits » contributeurs. En effet, à ce stade, 45% des contributions recueillies directement par Barack Obama sont inférieures à 200\$, ce qui constitue une tendance qui touche globalement tous les candidats. Le citoyen lambda n'a peut-être pas dit son dernier mot...



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies